

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 20 décembre 2022

Nos réf. : SAU/VR/MT n° 22-539

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **Parc Eolien des Puyats**

Pdl 1 Route D7 Zi06 Chemin de Plancy  
10700 CHAMPFLEURY

Code AIOT : 0003013282

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03 novembre 2022 dans l'établissement Parc Eolien des Puyats implanté Pdl 1 Route D7 Zi06 Chemin de Plancy 10700 CHAMPFLEURY. L'inspection a été annoncée le 26 octobre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a porté sur la mise en œuvre des mesures Eviter-Réduire-Compenser (ERC) et des suivis post-implantation, le parc ayant été mis en service en novembre 2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Parc Eolien des Puyats
- Pdl 1 Route D7 Zi06 Chemin de Plancy 10700 CHAMPFLEURY
- Code AIOT : 0003013282
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien des Puyats, situé sur le territoire des communes de CHAMPFLEURY et PLANCY-L'ABBAYE, est constitué de 8 aérogénérateurs VESTAS 136, ayant une hauteur en bout de pâles de 165 m. La puissance unitaire maximale des machines est de 3,96 MW.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- mise en œuvre des mesures Eviter-Réduire-Compenser
- suivis post-implantation

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Mme la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Mme la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Mme la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Réduction des effets sur le paysage	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 8.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 6	/	Sans objet
2	Préservation des chiroptères et de l'avifaune	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 8.2	/	Sans objet
4	Suivi avifaune	Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 8.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose à Mme la Préfète de l'Aube de prendre un arrêté mettant en demeure la Société « Parc éolien des Puyats » de respecter les dispositions, sous 3 mois, de l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2019 relatif à la mise en place de rideaux paysagers.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dispositions particulières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 5. Le montant initial des garanties financières à constituer en application de l'article R. 515-101 et R. 515-102 du code de l'environnement par l'exploitant, s'élève à : 430 871 €
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis les garanties financières s'appliquant depuis le 1er janvier 2022 avec un montant de 635 800€. Cette valeur est supérieure à celle fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'inspection des installations classées rappelle que le calcul de ces garanties tient compte de la puissance unitaire des machines et de l'actualisation des coûts. Le montant des garanties financières est donc, à juste titre, supérieur à celui fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation. En effet la puissance des aérogénérateurs a été modifiée suite à un changement de modèle (Puissance unitaire passant de 3,6 MW à 3,96MW). Ce changement de modèle avait été acté par lettre préfectorale du 19 juin 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Préservation des chiroptères et de l'avifaune

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de réduction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les éventuelles cavités au niveau des nacelles sont fermées pour éviter toute entrée de chiroptères. Les plateformes, abords et accès autour des éoliennes sont stabilisées et entretenues afin d'éviter toute pousse de végétation et d'attirer des insectes dans un rayon de 8 m autour des mats et sur l'ensemble des chemins d'accès
<b>Constats :</b> La visite d'inspection a été réalisée par sondage au niveau des aérogénérateurs E5 et E6. Les plateformes sont entièrement empierrées et le fauchage mécanique est réalisé 3 fois par an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Réduction des effets sur le paysage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de réduction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de réduire la perception visuelle du parc éolien depuis les habitations, l'exploitant aménage plusieurs rideaux paysagers constitués d'arbres matures (2 à 3 m de hauteur) pour les haies à créer et d'arbres jeunes pour les haies à densifier de manière à ce que la mesure soit active dès la mise en service du parc éolien
<b>Constats :</b> Les rideaux paysagers ne sont pas constitués d'arbres matures de 2 à 3 mètres de hauteur. Uniquement des jeunes pousses de faible hauteur ont été plantées. Les deux haies ne garantissent donc pas leur rôle de rideau paysager.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescriptions
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 4 : Suivi avifaune

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 8.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de suivi – d'accompagnement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un suivi spécifique de l'activité de l'avifaune est mis en œuvre dès la première année de mise en service.
<b>Constats :</b> Le suivi de l'activité avifaune a été mis en œuvre lors de la première année d'exploitation. Le bureau d'étude en charge du suivi était présent sur site le jour de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet